

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	REPUBLIQUE FRANCAISE LIBERTE -EGALITE -FRATERNITE SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE	N°2024/55
--------------------------------	--	-----------

Suite à l'absence de quorum lors de la séance du 7 octobre 2024, le Comité Syndical a été de nouveau légalement convoqué le 7 octobre 2024 ; l'an deux mille vingt-quatre, le 11 octobre, les membres du Comité Syndical, se sont réunis au 3 rue des Paveurs 91 000 Evry-Courcouronnes, à 9 heures, sous la Présidence de Monsieur Xavier DUGOIN

Nombre de membres en exercice : 90

Présents : BERTOL Gino, DUGOIN Xavier, HILGENGA Wilfrid, LE ROUX Jean-Claude, Michel PELTIER (suppléant)

Pouvoirs : DELIANCOURT Jean-Claude (à BERTOL Gino)

Absents : ABENA Gabin, BEAUDET Stéphane, BEN OUADA Sami , BENEDETTI Laurence, BENIDJER Khellaf, BENSARSA REDA Lamia (EPTGOSB), BENSARSA REDA Lamia (Juvisy), BIGA Jean-Bernard, BORTOLI Jacky, BOUSSELET Philippe, BOUTEILLE Erick, BUDELOT Laurence, CASTAINGS Laurence (CAPS), CASTAINGS Laurence (Epinay sur Orge), CELLIER Pierre-Henri (CCEJR), CELLIER Pierre-Henri (Saint Yon), COLAS Romain, CONAN Gauthier, CORDIER Corinne, CORRE Daniel, CORZANI Olivier, COUDORO Bernardin, DAMIATI Michaël, DELMOTTE Kim, DELPIC Joseph, DIRAT Karl (SIARCE), DIRAT Karl (Villabé), DJEARAMIN Ganesh, DUMONTAUD SEURE Aurélie (Soisy sur Seine), DURANTON Marianne, ECK Bernard, ESPRIN Daniel, FASSI Olivier, FOUQUE Nicolas, FOURNIER Pascal, FRAYSSE Gilles, GOMBAULT Jacques, GONZALES Didier (EPTGOSB), GONZALES Didier (Villeneuve le Roi), GRILLON Eric (EPTGOSB), GRILLON Eric (Ablon sur Seine), GUERTON Jacques, GUILBERT Xavier, HAMARD Sylvain (EPTGOSB), HAMARD Sylvain (Paray Vieille Poste), HARTZ Jean (CAGPS), HARTZ Jean (Bondoufle), HUBERT Serge, JANIN Eric, LAMOUR Alain, MATT Edouard, MAYEUR Véronique, MELIN Gil (CAGPS), MELIN Gil (Ris Orangis), MORIN Jean-Marc (CAGPS), MORIN Jean-Marc (Lisses), NEDELEC Gaëlle, NOEL Michel, PAROLINI François, PEROT Joël, PETEL Yann, PFEIFFER Nathalie, PIANTONI Gilbert, PIGEON Marie France, PLANTE François, PROT Pierre, PYOT Frédéric (SIARCE), PYOT Frédéric (Corbeil-Essonnes), RASSIER Gérard, ROUSSEAU Jean-Baptiste, ROUSSET Laurent, SAC Patrice, SCACCHI Anne (CCEJR), SCACCHI Anne (Boissy sous Saint Yon), SEBBAG Alice, SHEPS Ariel, TANGUY Sylvain, TARAGON Stéphane, TEILLET Alexis, TERRIER Michel, VEROTS Dominique, VIVIER Richard, WITTEK Eugène (CAGPS), WITTEK Eugène (Etiolles)

Le Président ouvre la séance et procède à la nomination d'un secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur Wilfrid HILGENGA est désigné secrétaire de séance

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET 2024

Le Comité Syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu le Compte de gestion de l'exercice 2023 transmis par Monsieur le Trésorier de Sainte Geneviève des Bois le 11 mars 2024 ;

Vu le vote du compte administratif 2023 ;

Vu l'affectation des résultats 2023 ;

Vu le vote du budget primitif 2024 ;

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité

Vu le vote du budget supplémentaire du 14 juin 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de voter une décision modificative pour prendre en compte les ajustements nécessaires pour maintenir l'équilibre budgétaire du syndicat conformément à l'instruction budgétaire M57,

Après en avoir délibéré

ADOpte la Décision Modificative n°1 Budget 2024 tel qu'annexée.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Vote UNANIMITE	
Pour	6
Contre	0
Abstention	0

La délibération est adoptée

Le Président


Xavier DUGOIN

Le secrétaire


Wilfrid HILGENGA

Date de publication sur le site :

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité